

# le point sur... l'action intersectorielle



## L'initiative des sommets montréalais : NUMÉRO 2 ses retombées sur l'organisation des services

DES RETOMBÉES NATIONALES .....	1
DES RETOMBÉES RÉGIONALES .....	2
DES RETOMBÉES LOCALES .....	3
LE CAS DU QUARTIER CHAMERAN .....	5

Des chercheuses du Centre Léa-Roback et de la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal ont conduit une recherche sur les retombées de l'*Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais* et de l'initiative des sommets qui en a découlé. Le premier numéro du *Point sur... l'action intersectorielle* décrivait le contexte des sommets et portait sur la mobilisation des acteurs au palier régional et dans six territoires de CLSC montréalais. Voici le deuxième, qui s'attarde aux répercussions sur les services aux plans national, régional et local.

Il est difficile de mesurer l'influence de l'initiative des sommets montréalais sur l'organisation des services à la petite enfance. D'une part, plusieurs acteurs étaient déjà engagés dans des actions bien avant l'initiative; d'autre part, les actions et les solutions proposées par les acteurs locaux à cette occasion n'ont pas reçu l'écho immédiat souhaité. En effet, les partenaires régionaux n'avaient pas annoncé de nouveaux programmes ou de nouvelles ressources au sommet régional qui clôturait la démarche en mai 2009.

Cependant, des faits nous indiquent que l'initiative a eu une incidence sur les orientations et les actions des organismes et des institutions. En effet, ce n'est pas un hasard si les solutions proposées par les acteurs locaux se sont retrouvées dans les plans d'action de leurs instances. De même, les sommes allouées à des projets répondent à point nommé à des enjeux établis lors des sommets.

Ainsi les résultats présentés ici résument ce qui, du point de vue des acteurs régionaux et locaux des six territoires étudiés, découle directement de l'initiative des sommets.

### DES RETOMBÉES NATIONALES

En mars 2008, à peine quelques semaines après la sortie des résultats de l'enquête, le Gouvernement du Québec annonce dans son budget la création du



Photo : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Fonds pour le développement des jeunes enfants en partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC). Ce fonds, justifié entre autres par les résultats de l'enquête, envisage de consacrer 400 millions de dollars sur dix ans à des initiatives locales destinées aux enfants de 5 ans ou moins en situation de pauvreté. Au printemps, les activités du partenariat public-philanthropique sont lancées sous le nom d'Avenir d'enfants. La création de ce partenariat entre le ministère de la Famille (MF) et la FLAC est considérée comme une retombée d'importance de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais (DSP MTL, 2008). En plus de financer des initiatives locales, Avenir d'enfants soutient différentes instances régionales et interrégionales qui mènent des activités de partage des

## Positionnement régional d'Horizon 0-5

Horizon 0-5 se positionne progressivement comme un acteur de référence sur la scène montréalaise pour ce qui concerne le développement de l'enfant. Certains évènements le démontrent. Ainsi le comité :

- se prononce, après une rencontre avec le ministère de la Famille, pour qu'une proportion des 15 000 places créées en milieux de garde soit accordée aux milieux défavorisés ;
- dépose un mémoire à l'Office de consultation publique de Montréal sur la révision de la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* qui fait valoir la nécessité des infrastructures urbaines et l'importance de la vie culturelle dans le développement et la sécurité des enfants ;
- participe à la consultation organisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale sur l'harmonisation de sept fonds consacrés à la lutte contre la pauvreté, une occasion de mettre en évidence les besoins des familles avec de jeunes enfants ;
- répond à l'invitation des regroupements régionaux de CPE de se joindre à leur réflexion relative à l'accueil des enfants issus de familles défavorisées en CPE dans leur projet Action interrégionale en défavorisation ;
- prend part à une rencontre organisée par le comité régional de l'entente MÉLS-MSSS au sujet du *Guide pour soutenir une première transition scolaire* réalisé par le MF, le MSSS et le MÉLS ;
- participe à la deuxième rencontre interrégionale québécoise sur la persévérance scolaire organisée par Réunir Réussir en 2011, où le milieu de la petite enfance est habituellement sous-représenté.

connaissances et des pratiques, telles que réalisées par Horizon 0-5.

Du côté ministériel, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MÉLS) lance, en 2009, la *Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires* où figure, parmi les actions, la préparation à l'école des enfants de milieux défavorisés ou en difficulté. En outre, à partir de 2009-2010, le MÉLS s'inspire des résultats de l'enquête pour établir les critères de sélection des territoires ciblés par le comité régional du Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture (PAÉLÉ). Enfin, en 2010, le MÉLS, le ministère de la Famille et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) produisent le *Guide pour soutenir une première transition scolaire de qualité*.

## DES RETOMBÉES RÉGIONALES

Les membres du comité régional Horizon 0-5 reconnaissent que les données issues de l'enquête ou de l'initiative des sommets ont contribué aux avancées régionales dans leurs secteurs respectifs. Également, des retombées à caractère intersectoriel découlent clairement du comité.

Citons d'abord l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal qui finance, dès 2009, les Interventions éducatives précoces (IÉP) dans l'ensemble des CSSS montréalais et l'Approche multidisciplinaire intégrée en stimulation (AMIS) dans sept CSSS (ces deux programmes totalisent 51 postes à temps plein). Aussi, Centraide du Grand Montréal, dans son plan stratégique 2010-2015, augmente le financement de projets de développement du plein potentiel des générations montantes. Quant au Réseau Réussite Montréal (RRM), il inscrit à son plan des objectifs spécifiques aux enfants de 5 ans et moins et s'appuie sur les indices de maturité scolaire pour cibler les territoires d'intervention. En réponse à la *Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires* du MÉLS,

une commission scolaire inscrit pour une première fois la préparation à l'école à son plan stratégique 2012-2014, et crée des équipes affectées à la prévention à la maternelle et au premier cycle du primaire, de concert avec les CPE.

De son côté, la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) prend en compte les résultats de l'enquête dans la rédaction de son *Plan régional d'accessibilité aux services de garde* en vue de l'appel de projets 2008. De plus, le Regroupement des CPE de l'île de Montréal produit *Odyssee*, un guide sur la maturité scolaire, ainsi que l'outil ODILE, en plus de mettre sur pied les ateliers Sciences, on joue !

Finalement, la Ville de Montréal signe une convention de partenariat de trois ans (2010-2012) avec l'Association montréalaise pour le développement des loisirs des tout-petits. Cette convention prévoit une contribution financière annuelle de la Ville de 16 600 \$ pour la réalisation d'activités de formation et d'animation spécialisées en loisirs pour les enfants de 3 à 5 ans dans chacun des 19 arrondissements. De plus, la Ville, en partenariat avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), développe un projet qui propose la bibliothèque comme ressource pour les nouveaux arrivants dans un arrondissement.

## DES RETOMBÉES LOCALES

Sans contredit, l'initiative des sommets a exercé une influence sur les acteurs locaux. En témoignent les plans d'action, leur mise en œuvre, le nombre de projets reconduits et la réflexion qui ont suivi.

### Les traces de l'initiative dans les plans d'action

Ainsi, les plans d'action locaux intègrent des objectifs directement liés aux enjeux soulevés au cours de l'initiative. Par exemple, tous les plans d'action locaux de santé publique des CSSS ont pour objectif de poursuivre la mobilisation des communautés lancée au cours des sommets. Les organisateurs communautaires ont joué un rôle important à cet égard, ramenant les enjeux soulevés dans différents lieux de concertation.

L'influence des sommets se traduit, dans certains des six territoires étudiés, par l'inscription de la préparation à l'école aux orientations des tables enfance-famille. Cela s'observe également à la table de développement social de l'un de ces territoires, dont les membres se sont approprié les résultats de l'enquête et ont inscrit la persévérance scolaire comme une priorité de leur plan d'action.

Une autre influence se perçoit dans certains plans d'action locaux qui auparavant privilégiaient les 6-12 ans, mais qui, à la suite de l'initiative des sommets, ont intégré des actions ciblant les 0-5 ans. C'est le cas des plans des commissions scolaires, de Québec en forme et de celui de l'arrondissement particulièrement proactif d'un des territoires dont le plan est destiné à une zone d'intervention prioritaire. Sur la base de cette nouvelle orientation, ce même territoire a établi un nouveau critère pour sélectionner les projets, dans le cadre de son programme des initiatives familiales et interculturelles, et les activités à offrir dans le chalet d'un de ses parcs.

Les données par voisinage ont mis au jour des zones précises de pauvreté et de vulnérabilité sur le plan de la maturité scolaire, notamment dans des territoires de CSSS considérés comme aisés selon les indicateurs sociosanitaires territoriaux. Ces résultats ont clairement influencé des actions, d'une part sur le plan local qui s'en est servi pour revendiquer des ressources, d'autre part sur le plan régional qui a pu mieux cibler les zones où intervenir en priorité. Pour les acteurs locaux, ces données n'avaient certes rien de surprenant, bien qu'elles aient permis de mettre des chiffres sur des réalités du terrain. Dans deux territoires, elles se sont révélées un argument persuasif pour obtenir des pouvoirs publics qu'ils investissent dans ces zones. Les actions qui en ont découlé vont de l'ouverture d'une Maison de l'enfance abritant un Centre de pédiatrie sociale, une maison de la famille et un CPE, à l'installation d'un point de services de pédiatrie sociale dans un quartier excentré, en passant par l'emplacement d'un bibliobus et l'implantation d'un projet d'ateliers de lecture dans un HLM. Également, des CPE de certains territoires se sont fondés sur les résultats de l'enquête pour revendiquer des places lors de l'appel d'offres de 2008.

Tel qu'il a été mentionné, les données de l'enquête ont aussi influé sur les critères de sélection du comité régional du PAÉLÉ. Grâce à ces changements, quatre des six territoires à l'étude ont été choisis pour soumettre un plan d'action dans le cadre de leur programme. Trois d'entre eux ont donné suite. Ils ont vu dans ce programme une stratégie efficace de préparation à l'école. Ils ont considéré que leur participation était une retombée de l'initiative. Les données ont également conduit RRM à cibler deux des territoires étudiés. Les acteurs locaux ont aussi vu dans cette action une réponse aux besoins exprimés lors des sommets.

### Sous l'angle des processus de l'action programmée

L'action locale concertée dans l'après sommets opère selon les processus de l'action programmée : la planification, l'implantation, la pérennisation et la réflexivité. La planification a été le principal modus operandi de l'action collective observée dans les six territoires locaux au cours de la période étudiée, afin d'orienter et de coordonner l'action des acteurs : publics, publics-philanthropiques et communautaires. Au-delà de la planification, ou en soutien, les activités de réflexivité collective jouent un rôle important dans l'action. Quant à l'implantation, elle est le plus souvent le fait des acteurs sectoriels, à moins qu'il ne s'agisse de projets portés par l'instance de concertation elle-même. Vu la courte durée de l'étude (trois ans), les processus de l'implantation, et à plus forte raison de la pérennisation, sont moins documentés.

Soutenus par Avenir d'enfants, les territoires locaux ont été invités, à partir de 2010, à déposer des plans d'action concertée ciblant les enfants de 5 ans ou moins en situation de pauvreté. Cinq des six territoires étudiés ont répondu à cet appel. Certains territoires ont considéré le processus de planification Avenir d'enfants comme une retombée des sommets. D'autres, notamment ceux ayant déjà effectué une démarche de planification dans le cadre du financement 1, 2, 3 GO! (Centraide), situent leur planification Avenir d'enfants dans un contexte plus global. Cela, même si leurs plans tiennent compte de plusieurs actions liées à l'initiative.

Un seul territoire a développé un plan d'action consacré à la maturité scolaire en lien direct avec les sommets. Ce plan est l'aboutissement d'un processus de réflexion d'une année auquel s'était engagé le comité de suivi.

### Une mise en œuvre axée sur la transition vers l'école et la littératie

L'implantation de nombreux projets fait écho au processus de planification décrit précédemment. La plupart des activités et services, lancés dans la foulée de l'initiative, ont trait au passage à l'école et à l'initiation à la lecture. Certains portent, plus largement, sur le développement de l'enfant.

#### Passage à l'école

Les actions relatives au passage à l'école découlent de la redéfinition des orientations liées au préscolaire (0-5 ans), entreprise par les commissions scolaires et RRM en réponse à l'initiative.

Parmi ces actions figurent la production et l'utilisation des outils de passage à l'école. Dans plusieurs territoires, les éducatrices, de CPE en majorité, ont eu recours à l'outil développé par le Centre d'aide et de soutien aux intervenants et organismes en petite enfance (CASIOPE). Le but de l'outil Passage à l'école de CASIOPE est de tracer un portrait descriptif du développement

global de l'enfant afin de favoriser l'échange entre les milieux de garde ou communautaires et le milieu scolaire. Il vise aussi à assurer la continuité des interventions d'un réseau à l'autre. L'outil est rempli par l'éducatrice au printemps et remis aux parents qui ont la responsabilité de le transmettre à l'école. Toutefois, dans la pratique, on nous a témoigné que peu de parents l'ont fait.

Un territoire a organisé des activités de simulation d'une journée à la maternelle. Elles se déroulent dans les locaux des CPE qui en sont les instigateurs. De même, des écoles dirigent des activités d'accueil destinées aux parents et à leurs enfants au cours du printemps précédant l'entrée à l'école.

Pour répondre aux besoins des enfants qui ne fréquentent pas les milieux de garde, les commissions scolaires et les organismes communautaires offrent, par ailleurs, des ateliers parents-enfants ou des camps de jour éducatifs de préparation à la maternelle. Ils se déroulent dans les écoles pendant l'été avant l'entrée à la maternelle. Ces camps ont connu un essor considérable depuis 2008.

L'implantation de ces nouveaux services et activités se fait grâce à un partenariat solide entre les milieux scolaire et de garde auquel se sont joints, selon les territoires, des bibliothèques, des organismes communautaires ou le CSSS (dans le cadre du programme IÉP). Toutefois, les acteurs locaux font face à un défi de taille dans leur volonté d'offrir un accompagnement personnalisé des enfants vers l'école : les enfants d'un même milieu de garde peuvent se retrouver dans plusieurs écoles (sept écoles dans un des territoires étudiés), parfois situées hors de leur quartier. Il arrive que les efforts déployés en amont soient vains, car les milieux de garde ne peuvent créer des partenariats avec toutes les écoles que fréquenteront les enfants.

 **Suite à la page 8**



Photo : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal





Le quartier Chameran

Crédits : Courtoisie de l'arrondissement de Saint-Laurent

## LE CAS DU QUARTIER CHAMERAN

En 2007, lors d'un exercice de planification stratégique, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement Saint-Laurent à Montréal identifie le quartier Chameran, situé dans la partie nord-est, comme étant une zone d'intervention prioritaire. Dès 2008, un plan d'action est élaboré autour de quatre axes. Au même moment, les acteurs du CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent prennent connaissance des résultats de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais lors du sommet local et y constatent que le quartier Chameran affiche la proportion la plus élevée d'enfants vulnérables dans au moins un domaine de maturité scolaire. Un sentiment d'urgence gagne l'ensemble des partenaires et l'arrondissement décide d'ajouter un cinquième axe à son plan qui inclut des activités destinées spécifiquement aux enfants d'âge préscolaire (0-5 ans) et à leurs parents.

Tous reconnaissent qu'il faut agir rapidement pour aider les familles du quartier à relever les nombreux défis d'ordre personnel et structurel auxquels elles font face. Chameran est un quartier enclavé, difficilement accessible en transport en commun, habité par une forte proportion de familles nouvellement arrivées au pays et dont la langue maternelle est autre que le français ou l'anglais. Ces familles scolarisées étant déqualifiées sur le plan professionnel, nombre d'entre elles basculent dans la précarité économique. La population y est cinq fois plus dense qu'ailleurs, le prix des logements plus élevé que dans le reste de l'île et aucun organisme communautaire n'a pignon sur rue. Et bien que la seule école du quartier, Henri-Beaulieu, se trouve parmi les 35 écoles les plus défavorisées de Montréal et qu'elle accueille plus de 700 enfants, elle n'offre pas la maternelle quatre ans. En outre, le quartier ne compte aucun CPE.

Ainsi, au printemps 2009, l'arrondissement mobilise ses partenaires intersectoriels, soit l'école Henri-Beaulieu, le CARL Saint-Laurent, organisme d'accueil des nouveaux arrivants, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le CSSS, la bibliothèque municipale et le comité des organismes sociaux de Saint-Laurent. Un plan d'action est déposé et des activités gratuites sont offertes le samedi dès l'automne 2009 à l'école Henri-Beaulieu. On souhaite y attirer les parents et leurs enfants âgés de 12 mois à 5 ans afin d'optimiser le développement de ces derniers avant leur entrée à l'école.

## À propos de l'étude

Innovation sociale dans le champ de la maturité scolaire dans le quartier Chameran : une retombée de la mobilisation communautaire en petite enfance depuis 2008 à Montréal.

Cette étude a été rendue possible grâce au programme de soutien à la recherche du Centre de recherche et de partage des savoirs InterActions du CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent – financement FRQSC.

La collecte de données concerne la période 2008-2012.

## DES ACTIVITÉS POUR LES 0-5 ANS

### Programmation à l'école Henri-Beaulieu le samedi

Parents Immigrants Avertis (PIA) est un programme de 12 ateliers conçu et offert par des animatrices du CARI Saint-Laurent. Il vise principalement à outiller les parents pour qu'ils préparent leurs enfants à l'école et qu'ils approfondissent leur connaissance des valeurs et des structures de la société québécoise. Des visites sont organisées afin de faire découvrir aux parents les ressources du territoire. Les thématiques abordées couvrent autant le fonctionnement de l'école et les relations parents-enfants, que la vie de quartier, la sécurité domestique et urbaine, la sécurité alimentaire ou l'aide à la recherche d'emploi. Les animatrices sont disponibles pour offrir un accompagnement individualisé selon les besoins des parents. Celui-ci peut consister à les mettre en lien avec une ressource du CLSC, du Centre local d'emploi ou d'un centre de femmes. La bibliothèque municipale, par son projet Hors les murs, s'implique dans les ateliers, offrant sur place le prêt de livres se rapportant aux thématiques abordées.

Les Mini samedis ensoleillés sont des activités de stimulation offertes aux enfants de 2 à 5 ans pendant que les parents participent aux PIA. Les 12 ateliers sont offerts dans une visée de francisation et l'animation mise sur le développement de la créativité. La programmation est développée par la section Loisirs communautaires de l'arrondissement. La bibliothécaire de l'arrondissement y prend part aussi, faisant la lecture de contes aux enfants et leur offrant le livre lu à chaque atelier. Des trousseaux favorisant le développement de la motricité sont aussi remis à chaque enfant.

Les ateliers parents-enfants s'adressent aux enfants de 12 à 36 mois et visent leur développement. Ils sont animés par une éducatrice qui offre les mêmes ateliers en semaine au Centre préscolaire du Centre des loisirs de l'arrondissement.

### Activités dans le chalet du parc Painter situé au centre du quartier

Depuis 2010, des activités ont lieu dans le chalet du parc municipal Painter situé au centre du quartier. Par exemple, des intervenants du Centre de pédiatrie sociale de Saint-Laurent ainsi que de la Maison de la famille se déplacent pour donner des ateliers aux enfants et à leurs parents en matinée en semaine. Par ces ateliers, on rejoint les enfants qui sont à la maison et ceux qui fréquentent les services de garde en milieu familial. Une agente de milieu est présente dans le parc pour entrer en contact avec les familles et les informer de l'offre d'activités.



Le parc Painter

Crédits : Courtoisie de l'arrondissement de Saint-Laurent

## LE SUCCÈS DU PLAN D'ACTION CHAMERAN

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer le succès de l'intervention de l'arrondissement dans Chameran enclenchée en 2009.

D'abord, si le projet a pu se réaliser si rapidement, c'est grâce à la mobilisation déjà existante de plusieurs partenaires dans le quartier qui pouvaient compter sur un financement adéquat de l'arrondissement pour la mise en œuvre du plan d'action. De plus, ils ont pu s'appuyer sur l'engagement de la directrice de l'école Henri-Beaulieu dont le mandat confié par la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys était de s'ouvrir sur la communauté. La directrice a fait preuve à la fois d'innovation, en ouvrant son école le samedi aux enfants de 5 ans ou moins du quartier, et d'esprit de collaboration avec les éducatrices, en assurant sa présence.

Aussi, l'adaptation des activités au contexte de Chameran a contribué à la réussite de leur mise en œuvre. Celles qui se sont déroulées à l'école Henri-Beaulieu existaient déjà dans d'autres lieux, notamment au Centre des loisirs ou au CARI Saint-Laurent, mais en semaine seulement. Les intervenants responsables les ont adaptées au contexte du quartier Chameran et les ont proposées gratuitement le samedi. Également, l'arrondissement et ses partenaires sectoriels se sont inspirés des Samedis ensoleillés de l'école Henri-Beaulieu pour créer les ateliers Mini samedis ensoleillés. Les enfants des participants au PIA ont ainsi eu droit à des activités qui sont plus stimulantes qu'un service de garde occupationnel et qui favorisent leur développement global.

Puis, la manière de rejoindre les familles a été efficace. Par exemple, l'école avait commencé par distribuer des dépliants pour susciter l'intérêt des familles et les recruter. Toutefois, elle a dû se raviser devant le peu de résultats. Plutôt, les animatrices des ateliers se sont placées aux abords de l'école en semaine pour inviter personnellement les parents accompagnés d'enfants de 5 ans ou moins. Elles notaient les coordonnées des parents intéressés et, en cours de session, leur téléphonaient le vendredi pour prendre des nouvelles et s'enquérir de leur présence aux ateliers du

lendemain. Au dire des intervenants, ce suivi personnalisé a contribué à rompre l'isolement des familles nouvellement arrivées, permis d'adapter les ateliers aux besoins de chacun des participants et encouragé l'assiduité.

De plus, les animatrices ont fait preuve de flexibilité et d'ouverture auprès des mères qui se présentaient aux ateliers avec la fratrie, que ce soit à l'école Henri-Beaulieu ou au parc Painter. Par exemple, elles ont décidé d'admettre les enfants de 5 ans ou moins aux ateliers destinés aux 12-36 mois et les ont mis à contribution en leur demandant de les aider dans le déroulement de la programmation. Ce compromis a permis de convaincre les mères qui ne pouvaient pas faire garder leurs enfants de poursuivre les ateliers. Selon les animatrices, une des répercussions positives de cette décision a été que les activités pratiquées aux ateliers étaient reproduites à la maison.

Enfin, l'efficacité de l'action a été jugée sur sa qualité et non la quantité de familles participantes. En effet, les activités sont reconduites depuis 2009 malgré une faible affluence à certaines sessions parce que la directrice de l'école Henri-Beaulieu a su témoigner concrètement, devant l'arrondissement et d'autres partenaires, de l'impact positif des activités en petits groupes qui privilégient un suivi individualisé.

Le plan d'action Chameran s'inscrit maintenant dans une démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI). La RUI est une stratégie concertée de revitalisation d'un quartier mise en place par la Ville de Montréal pour lutter contre la pauvreté et la précarité en milieu urbain. Complémentaire aux actions locales, elle vise à améliorer globalement les conditions sociales, économiques et urbanistiques d'un quartier. Comme nous l'avons vu, les familles nouvellement installées dans Chameran font face à de grands défis. Le fait que le quartier soit considéré comme étant un secteur de revitalisation urbaine intégrée est une excellente nouvelle pour ces familles désavantagées, car cela assure la pérennité des activités qui leur sont destinées à l'école et dans le parc.





## Suite de la page 4

### Activités de lecture

Le programme ÉLÉ et l'engagement des bibliothèques à donner suite aux sommets ont été le fer de lance de l'implantation des activités de lecture. Depuis, dans le cadre de la programmation Hors les murs, les bibliothécaires se déplacent sur le terrain et animent des activités dans différents contextes (p. ex., dans les parcs municipaux ou en HLM). Le prêt de livres ne se fait plus seulement dans les bibliothèques, mais aussi dans les organismes communautaires et les milieux de garde, les parcs, sans oublier la rue avec les bibliobus. En somme, plusieurs partenaires sont mis à contribution. Quant à ÉLÉ, les plans d'action financés consistent à intégrer la lecture aux activités des enfants et des familles. Par exemple, on aménage un coin lecture dans la salle d'attente d'un CSSS. Également, des livres sont offerts au moment de la vaccination ou lors de visites à domicile dans le cadre du programme Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE).



**Bibliobus**  
Photo : Ville de Montréal – Réseau des bibliothèques publiques de Montréal

### Autres activités et services

Suivant la nouvelle orientation de Québec en forme, des activités de psychomotricité sont destinées aux enfants de 5 ans ou moins dans les milieux de garde, les parcs et les organismes communautaires dans plusieurs territoires. Des formations sur la psychomotricité sont aussi données aux enseignants. Si certains territoires profitaient déjà de ces formations, d'autres ont demandé à les recevoir parce qu'ils y voyaient un moyen concret de répondre aux résultats de l'enquête. En effet, leurs données indiquaient un pourcentage élevé d'enfants de leur territoire vulnérables dans cette dimension de leur développement.

Enfin, certaines retombées des sommets prennent la forme d'initiatives locales en lien avec le développement du langage, le développement moteur ou le développement social des enfants. D'autres ont une portée plus générale tels l'ajout de places en services de garde, des ateliers parents-enfants, une halte-garderie, un accès à tarif réduit aux activités municipales, et l'établissement de services de pédiatrie sociale.

### La pérennisation des projets

La pérennisation associée, selon les acteurs, à l'initiative des sommets se traduit par la reconduite de services et d'activités. De fait, les données de l'enquête confirment leur pertinence et leur légitimité. Par exemple, dans un territoire étudié, on a renouvelé un projet de femmes-relais. Il s'agit d'une équipe multiethnique de femmes démarchées qui reçoivent une formation pour soutenir les nouveaux arrivants du quartier et leur permettre de forger leurs repères dans la société québécoise. Un projet de maternelle 4 ans communautaire pour des enfants nouvellement arrivés au pays a aussi été reconduit. Cette maternelle, animée par des éducatrices d'un centre communautaire, se déroule dans une école et accueille les enfants de 8h30 à 14h15, cinq jours par semaine.



## Une réflexivité collective à grande échelle

Des activités de réflexivité collective ont eu lieu dans l'ensemble des territoires. Il s'agit de processus d'apprentissage collectif et de production de savoirs qui prennent racine dans l'action.

À cet égard, un territoire s'est démarqué en menant une activité de réflexivité de grande importance. Organisée par le comité de suivi intersectoriel, elle s'est étalée sur une année et avait trois visées : approfondir le concept de vulnérabilité, définir les principes de base d'une intervention efficace et réfléchir aux actions proposées lors des sommets.

Afin de soutenir sa démarche, le comité a invité neuf conférenciers qui se sont exprimés sur des thématiques tels que les parcours migratoires, la détresse sociale ou la littératie. Les répercussions sur les acteurs ont été nombreuses. D'abord, leur vision de la pauvreté a changé après qu'elle leur a été présentée sous un autre angle que celui des données sociodémographiques. Ainsi, ils y ont puisé des arguments pour la pérennisation d'un projet financé par les SIPPE et dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des familles. Il s'agit d'un comptoir d'échange de vêtements et d'articles pour enfants. Finalement, la conférence sur la littératie, animée par une orthophoniste de la commission scolaire, a influé sur la pratique de certains éducateurs des milieux de garde pluriethniques. En effet, après avoir su qu'un enfant ayant une base solide dans sa langue maternelle apprend plus facilement une seconde langue, ils ont cessé de recommander aux parents non francophones de parler français à la maison. Ils conseillent plutôt de lire et de parler à leurs enfants dans leur langue maternelle, la fréquentation du service de garde étant jugée suffisante pour apprendre le français.

Dans les autres territoires, des activités ponctuelles de formation ou de partage ont touché des thèmes aussi variés que les enjeux soulevés par la présence accrue des PPP sociaux dans le champ de la petite enfance, l'attachement, le langage ou les stratégies à envisager pour rejoindre les familles qui ne fréquentent pas les services. Dans l'un des territoires étudiés, une journée de ressourcement sur la maturité affective a fait prendre conscience aux acteurs de la petite enfance de l'importance du développement d'un attachement sécurisant chez les enfants de 0 à 2 ans. Un projet de prêt de porte-bébés sécuritaires par la joujouthèque du territoire a alors vu le jour. Dans plusieurs territoires, des journées de réflexion sur la transition vers l'école ont réuni des éducateurs des milieux de garde et des enseignants de maternelle. Cet exercice leur a permis de reconnaître que leurs programmes éducatifs respectifs étaient semblables et qu'ils avaient intérêt à travailler ensemble et à partager leurs expertises et leurs ressources. Une autre répercussion de ces journées de réflexion a été l'implantation d'un outil de passage à l'école dans tous les territoires.

Des activités ou des projets déjà existants ont aussi été révisés ou modifiés sous l'influence de la réflexivité collective et des savoirs partagés. C'est le cas, par exemple, d'un projet de camp familial qui, initialement, avait pour mandat d'offrir des activités uniquement pour les enfants. À la suite d'une activité de réflexivité, on a décidé d'inclure les parents afin qu'ils puissent reproduire à la maison les activités qui ont plu à leurs enfants. De même, des organismes communautaires ont modifié leurs programmes de halte-garderie ou de préparation à l'école en y intégrant des objectifs liés au développement global de l'enfant avec le soutien de conseillères pédagogiques.



Je porte Bébé

Crédits : Joujouthèque Saint-Michel

## À propos de l'étude

### Titre de la recherche

Mobilisation des acteurs et transformation des services à la petite enfance : évaluation des retombées de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais

### Financement

IRSC, 2009-2012 – Programme de recherche interventionnelle en santé des populations

### Intervention sous étude

Initiative des sommets montréalais sur la maturité scolaire enclenchée en 2008 par la DSP pour donner suite aux résultats de l'enquête *En route pour l'école !*

### Objectif

Documenter les retombées (1) sur les acteurs et (2) sur les actions, tant au palier local que régional

### Méthodologie

#### Territoires étudiés :

- CLSC Ahuntsic
- CLSC La Salle
- CLSC Pierrefonds
- CLSC Saint-Laurent
- CLSC Saint-Michel
- CLSC Verdun

Étude du *Comité régional pour une action concertée en développement de l'enfant* (devenu *Horizon 0-5* en 2011), pour le palier régional

#### Période visée :

Phase 1 - Sortie de l'enquête jusqu'au Sommet montréalais  
Phase 2 – Période de l'après sommets jusqu'à fin 2011

#### Collecte de données :

- Revue de la documentation administrative pertinente
- Observation des rencontres des comités de suivi et d'autres événements pertinents
- Série d'entrevues semi-structurées, individuelles ou en petits groupes (2 à 3 personnes)

## ENVISAGER L'AVENIR

À tous les paliers, national, régional et local, l'initiative des sommets a eu des effets positifs sur la prise de décision stratégique ou financière. Les répercussions sont perceptibles tant dans le financement alloué par le gouvernement du Québec, les différents ministères et la Ville de Montréal, que dans les plans d'action des concertations régionales et locales ou des institutions publiques.

Grâce à notre recherche, nous avons pu prendre connaissance de l'ensemble des activités mises en œuvre de 2008 à 2011 dans les six territoires étudiés, liées ou non à l'initiative des sommets. Nos résultats montrent que des efforts considérables sont déployés au palier local pour développer une offre de services adaptée aux besoins des familles en contexte urbain.

C'était d'ailleurs le souhait que les acteurs locaux ont exprimé quand nous les avons rencontrés en 2005 pour les informer des objectifs de l'enquête et de la démarche de mobilisation. Ils craignaient la centralisation des décisions, et par conséquent, se voir imposer un programme, ou un enlèvement, qui aurait fait fi de leur diagnostic local. Toutefois, le Directeur montréalais de santé publique allait dans leur sens, déclarant lors de la diffusion des résultats de l'enquête en 2008 : « Le "mur à mur" n'a plus sa place [...] il faut s'inspirer de ce qui marche localement et affiner davantage nos interventions ».

Néanmoins, nous observons, plus que jamais, avec l'entrée en scène d'acteurs issus des partenariats publics-philanthropiques, un empilement de programmes au palier local. Les instances de concertation locale consacrent une grande part de leur travail à des tâches d'analyse de besoins, de planification, et de reddition de comptes, dans le cadre de programmes morcelés.

En outre, cette approche a pour conséquence d'entraîner des iniquités interterritoriales dans l'offre de services à la petite enfance. Des territoires, bien organisés sur le plan de la concertation locale, parviennent à faire valoir leurs besoins et à obtenir du financement alors que d'autres demeurent sous-servis bien qu'ils aient des besoins d'ampleur comparable.

La sortie des résultats montréalais de l'EQDEM de 2012 est l'occasion de faire le point sur le chemin parcouru depuis l'enquête de 2006. Nos résultats de recherche soumettent aux acteurs du champ montréalais de la petite enfance trois défis importants pour envisager l'avenir. En premier lieu, améliorer le partage de pratiques entre les territoires locaux qui, trop souvent, élaborent leurs services en silo. En deuxième lieu, afin de réduire la lourdeur de la planification locale, créer une meilleure coordination des programmes publics nationaux et régionaux. En dernier lieu, favoriser l'équité en matière de développement de l'enfant en trouvant un équilibre entre l'offre de services locaux, dont l'émergence reflète la capacité de s'organiser des acteurs, et l'accès assuré des familles à des services équivalents dans tous les territoires.

## POUR EN SAVOIR PLUS

### ... sur le projet de recherche

Bilodeau A, Laurin I, Giguère N, Lebel A. 2011. Montréal : un soutien à la petite enfance pour aborder l'école dans de meilleures conditions. *La Santé de l'homme*, 414 (juil.-août) : 25-27.

Bilodeau A, Laurin I, Giguère N, Lebel A, Bisset SL, Audet G. 2011. Événement de partage local-régional du 19 avril 2011 sur les résultats de la recherche. Mobilisation des acteurs et transformation des services à la petite enfance : Évaluation des retombées de l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais. Montréal : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal.

### ... sur l'enquête et l'initiative des sommets

#### Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais. En route pour l'école !

De nombreux documents en lien avec l'Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais et l'Initiative des sommets sont disponibles sur le site de la DSP. [www.dsp.santemontreal.qc.ca](http://www.dsp.santemontreal.qc.ca) (Tout-petits)

Laurin I, Lavoie S, Guay D, Durand D, Boucheron L. 2012. L'enquête sur le développement des enfants à leur entrée à l'école. *Santé publique*, 1 (jan.-fév.) : 7-22.

### ... sur l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM)

Institut de la statistique du Québec. 2013. Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle 2012. Portrait statistique pour le Québec et ses régions administratives. Québec : Gouvernement du Québec.

Un comité a été mis en place pour assurer la diffusion et l'appropriation des résultats de l'EQDEM : le *Comité montréalais de l'EQDEM*. Vous pouvez suivre les travaux en vous abonnant à l'Infolettre : [EQDEM-mtl@gmail.com](mailto:EQDEM-mtl@gmail.com).

### ... sur quelques-unes des actions entreprises pour favoriser le développement des enfants

#### Programme d'éveil à la lecture et à l'écriture (ÉLÉ)

Le *Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture* dans les milieux défavorisés a pour objet de faire en sorte que les organismes publics et communautaires incorporent à leur programmation différentes activités d'éveil à la lecture et à l'écriture.

#### Programme Interventions éducatives précoces (IÉP)

Le programme *Interventions éducatives précoces* est une offre de service des CSSS. Il vise à favoriser le développement optimal des enfants. Il s'adresse aux intervenants des services de garde et des organismes communautaires Famille qui accueillent des enfants vivant en contexte de vulnérabilité.

#### Approche multidisciplinaire et intégrée en stimulation (AMIS)

Cette approche développée en CSSS s'adresse aux enfants chez lesquels on soupçonne un retard de développement. Elle vise à diminuer les délais d'attente pour les services d'évaluation diagnostique et à accélérer l'accès à des services spécialisés, lorsque requis.

#### Outil pour le développement intégré du langage chez l'enfant (ODILE)

L'*Outil pour le développement intégré du langage chez l'enfant* est une trousse conçue par le RCPEIM dans le but de favoriser le développement d'habiletés langagières chez les tout-petits.

#### Passage à l'école, une démarche et des outils conçus par CASIOPE

La démarche a pour but de favoriser l'échange entre les différents milieux en petite enfance et les milieux scolaires d'un même quartier; favoriser un passage harmonieux pour les familles entre les services offerts à la petite enfance et le milieu scolaire; et viser une continuité dans l'accompagnement auprès des enfants et de leur famille. [www.casiope.org](http://www.casiope.org) (Démarche Passage à l'école)

#### Femmes-Relais

Équipe de démarchieuses qui proviennent des régions du monde d'où sont issus les nouveaux arrivants du quartier. Ces femmes reçoivent une formation de base qui leur permet de mieux comprendre les modes de fonctionnement de leur nouveau pays et d'y trouver plus rapidement des points de repère. Elles peuvent ensuite être des relais qui expliqueront ces modes de fonctionnement et ces valeurs à d'autres individus en provenance de leur région du monde. Elles servent à la fois de traductrices culturelles et linguistiques auprès des membres de leur culture d'origine.

*Pour en savoir plus sur le projet Femmes-Relais...*

Laurin I, Fournier D. 2009. Femmes-Relais (2007-2010) : Bilan de la première année de relance. Montréal : Direction de santé publique de l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal et Relais-femmes.

Fournier D. 2010. Femmes-Relais (2007-2010) : Bilan de la deuxième et de la troisième année du projet. Montréal : Relais-femmes.

#### Guide pour soutenir une première transition scolaire de qualité : services de garde et école

Ce guide s'adresse aux intervenants et aux gestionnaires des services de garde, du milieu scolaire, du réseau des CSSS et autres partenaires institutionnels et communautaires. Il a pour but de fournir aux services de garde et au monde scolaire des informations sur ce qu'est une transition de qualité leur permettant d'analyser, de bonifier et de mettre en place des pratiques de transition entre les différents milieux dans lesquels les enfants vivent et reçoivent des services.

[www.mels.gouv.qc.ca](http://www.mels.gouv.qc.ca) (Références/Publications)

#### PPP sociaux

Depuis une dizaine d'années, on a vu apparaître une nouvelle forme de financement dans le domaine des services publics : les partenariats public-privé (PPP). Les PPP sociaux font référence aux initiatives du domaine social financées par le gouvernement et les grandes fondations qui décident conjointement des orientations.

## L'équipe de recherche

### CO-CHERCHEUSES PRINCIPALES

**Isabelle Laurin**, chercheuse, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal; professeure adjointe de clinique, Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal

**Angèle Bilodeau**, chercheuse, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal; professeure agrégée de clinique, Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal

### CO-CHERCHEURS

**Louise Potvin**, Université de Montréal

**Yves Couturier**, Université de Sherbrooke

**Sherri-Lynn Bisset**, Université Laval

**Nadia Giguère**, CSSS-CAU Jeanne-Mance

### UTILISATRICE DE CONNAISSANCES

**Isabelle Samson**, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux

## Partenaires ayant participé à la recherche dans les territoires étudiés et au palier régional

**Claire Wallot** (CLSC Pierrefonds)

**Sandra Lalancette** (CLSC St-Laurent)

**Marie Danielle Girouard** (CLSC St-Michel)

**Luc Paradis** (CLSC LaSalle)

**Hélène Felteau** (CLSC Verdun)

**Lucie Séguin** (CLSC Ahuntsic)

**Lise Lacombe** (Arrondissement Saint-Laurent)

**Horizon 0-5**

## Remerciements

**Geneviève Bouchard** (Ville de Montréal - Arrondissement de Saint-Laurent)

**Françoise Ménard** (Ville de Montréal - Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie)

**Isabelle Tremblay** (Joujouthèque Saint-Michel)

L'équipe tient à remercier particulièrement **Francine Trickey**, responsable du secteur Tout-Petits Jeunes à la DSP, pour sa reconnaissance et son soutien à nos travaux de recherche

**Le Centre Léa-Roback est principalement financé par l'Institut de la santé publique et des populations des Instituts de recherche en santé du Canada par l'entremise de son programme de subventions programmatiques pour la santé et l'équité en santé. Il est soutenu par la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal.**

### RÉDACTION ET RECHERCHE

Isabelle Laurin, Angèle Bilodeau, Nadia Giguère, Anouk Label

### PRODUCTION

Isabelle Thérien, Céline Flahault, Alain-Napoléon Moffat, Donald Goodes

### GRAPHISME

Valna inc.

### IMPRESSION

Prétexte communications

Une publication du Centre Léa-Roback, centre de recherche sur les inégalités sociales de santé  
1301, rue Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H2L 1M3  
Téléphone : 514-528-2400 (3570)  
[www.centrelearoback.ca](http://www.centrelearoback.ca)

Dépôt légal :

ISSN 2292-1427

Titre-clé : Le point sur ... l'action intersectorielle (Imprimé)

ISSN 2292-1435

Titre-clé : Le point sur ... l'action intersectorielle (En ligne)

Les reproductions de ce texte, en tout ou en partie, sont autorisées à condition d'en mentionner la source.